

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 26 NOVEMBRE 2020**

JP/VA

OBJET : 3.4. EXPLOITATION – PROTOCOLE MÉDIATION ENTREPRISES (SOUS L'ÉGIDE DE LA DIRECCTE) – SUITE GROSSE FUITE ABONNÉ - PROJET

L'an deux mille vingt, le vingt-six du mois de novembre à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis 80, avenue de la République à LARGENTIÈRE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, sont présents à la délibération suivante :

NOM Prénom	Collectivité représentée	Présent-e ou supplé-e	Supplé-e par pouvoir donné à
PASCAL Jean	FAUGÈRES	x	
GARRIDO Jean-Manuel	ST-ANDRÉ-DE-CRUZIÈRES	x	
ARCHIMBAUD Patrick	VALS-LES-BAINS	x	
DURAND Jean-Luc	PONT-DE-LABEAUME	x	
MERINE Philippe	ST-PRIVAT	x	
MARRON Jacques	SIAEP DE BARJAC	x	
BALAZUC Thierry	LACHAPPELLE S/S AUBENAS	x	
LACROIX Bernard	LARGENTIÈRE	x	
BACCONNIER Jean-Claude	SIVOM OLIVIER DE SERRES	x	
BALMELLE Robert	BERRIAS-ET-CASTELJAU	x	
FLAMBEAUX Patrice	LABEAUME	x	
SOUBEYRAND Jacky	AUBENAS	x	
CHASTAGNIER Geneviève	JOYEUSE	x	
BOYER Joël	UCEL		
GROS Cyril	LABÉGUDE	x	
LLORCA Patricia	ST-JULIEN-DU-SERRE		
CHARRIER Nicolas	CHASSIERS	x	
CARON Christian	RUOMS		
COROMINA Jean	VALLON-PONT-D'ARC	x	
VÉOL Christophe	LALEVADE D'ARDECHE	x	

A été élu secrétaire de séance : M. Jean-Manuel GARRIDO, 1^{er} vice-président.

OBJET : 3.4. EXPLOITATION – PROTOCOLE MÉDIATION ENTREPRISES (SOUS L'ÉGIDE DE LA DIRECCTE) – SUITE GROSSE FUITE ABONNÉ – PROJET

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du comité syndical en date du 28 septembre 2020).

L'immeuble d'une SEL (société d'exercice libéral), implantée sur la commune de Ruoms, est desservi par les réseaux d'eau potable et de collecte des eaux usées.

Une fuite en aval du compteur d'eau potable, sur la partie privée de l'installation, a été détectée, mais tardivement par l'abonné. En peu de temps, plus de 4 000 m³ ont été « perdus » sous un parking; une facture de plus de 18 000 € en a découlé.

La loi Warsmann du 17 mai 2011, permettant le dégrèvement d'une facture d'eau, ne concerne que les locaux d'habitation. L'abonné déclare que son assurance professionnelle ne couvre pas ce type de sinistre ; il déclare également que cette somme à payer met en difficulté sa société, déjà impactée par les conséquences de la pandémie covid 19.

Les deux parties, le représentant de la SEL et le SEBA, ont convenu de recourir à une médiation conventionnelle, d'un commun accord, pour résoudre ce différend.

Cette dernière s'est tenue, par téléphone, le 5 octobre dernier, sous l'égide d'une représentante de la DIRECCTE au titre de la médiation des entreprises. Un projet de protocole d'accord a été transmis à l'abonné le 16 octobre dernier.

À travers ce protocole d'accord, annexé à la présente délibération, il est convenu que le SEBA s'engage :

- à ne pas facturer la part « consommation assainissement », hormis les m³ consommés habituellement par l'entreprise ;
- à ne pas facturer la part « modernisation des réseaux » pour les mêmes raisons.

Cela signifie un montant non facturé de 8 129.57 € TTC et une facture à payer à hauteur de 10 340.26 € TTC, à régler en 15 mois à partir de décembre 2020.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents, le bureau syndical **DÉCIDE** de la poursuite du protocole d'accord proposé ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le président,

Jean PASCAL

PROTOCOLE D'ACCORD DE MEDIATION

Entre :

L'entreprise SEL domiciliée à Ruoms (07120)
Représentée par M.

D'une part,

Et

La personne morale de droit public : le syndicat des eaux du bassin de l'Ardèche (SEBA)

Représentée par M. Jean PASCAL, président

D'autre part,

IL EST PRÉALABLEMENT RAPPELÉ CE QUI SUIT :

- Le cabinet de M. est desservi par le réseau d'eau potable et le réseau de collecte des eaux usées, réseaux sous maîtrise d'ouvrage du SEBA ;
- Une fuite en aval du compteur d'eau potable, sur la partie privée de l'installation, a été détectée mais tardivement ; en peu de temps, plus de 4000 m³ ont été « perdus » dans le sol ; la facture émise par le SEBA en date du 31.12.2019 s'élève à 18 469.83 € TTC ;
- La loi Warsmann du 17 mai 2011 permettant le dégrèvement d'une facture d'eau ne concerne que les occupants d'un local d'habitation ;
- M. déclare que son assurance professionnelle ne couvre pas ce type de sinistre ; il déclare également que cette somme à payer met en difficulté sa société, déjà impactée par les conséquences de la pandémie covid 19.

Les parties décident de recourir à une médiation conventionnelle, d'un commun accord, pour résoudre ce différend.

Rappel du cadre juridique :

Définie par l'article L. 213-1 du Code de justice administrative, la médiation « *s'entend de tout processus structuré, quelle qu'en soit la dénomination, par lequel deux ou plusieurs parties tentent de parvenir à un accord en vue de la résolution amiable de leurs différends, avec l'aide d'un tiers, le médiateur, choisi par elles ou désigné, avec leur accord, par la juridiction* ».

La médiation peut être engagée à l'initiative des parties (art. L. 213-5 et L. 213-6 du CJA).

L'article L. 213-2 du CJA précise dans son premier alinéa que « *le médiateur accomplit sa mission avec impartialité, compétence et diligence* » et dispose dans son deuxième alinéa que « *Sauf accord contraire des parties, la médiation est soumise au principe de confidentialité. Les constatations du médiateur et les déclarations recueillies au cours de la médiation ne peuvent être divulguées aux tiers ni invoquées ou produites dans le cadre d'une instance juridictionnelle ou arbitrale sans l'accord des parties* ».

« *L'accord auquel parviennent les parties ne peut porter atteinte à des droits dont elles n'ont pas la libre disposition* » (art. L. 213-3 du CJA).

CECI ETANT EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 :

L'eau perdue pour fuite n'ayant pas rejoint le réseau de collecte des eaux usées, le SEBA s'engage :

- à ne pas facturer la part « consommation assainissement », hormis les m3 consommés habituellement par l'entreprise ;
- A ne pas facturer la part « modernisation des réseaux » pour les mêmes raisons.

Cela signifie un montant non facturé de 8129.57 € TTC et une facture à hauteur de 10340.26 € TTC en lieu et place de celle émise le 31.12.2019.

ARTICLE 2 :

Cette somme sera à payer selon un échéancier de 15 mois, soit de décembre 2020 à février 2022.

ARTICLE 3 :

Le présent accord est un contrat par lequel les parties, par des concessions réciproques, terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître.

Il fait obstacle à l'introduction ou à la poursuite entre les parties d'une action en justice ayant le même objet.

Les parties reconnaissent qu'elles ont disposé de tous les conseils et de tout le temps nécessaires pour aboutir au présent accord en pleine connaissance de cause, laquelle ne pourra être remise en cause.

En cas de litige concernant les fondements, la validité, l'interprétation, l'exécution du présent accord, leurs conséquences et leurs suites seront soumis à la juridiction compétente.

ARTICLE 5 :

La juridiction compétente peut être saisie d'une demande d'homologation de l'accord issu de la médiation en application de l'article L.213-4 du CJA.

En deux exemplaires originaux dûment paraphés et signés

A, Le

L'entreprise A

Nom et qualité du signataire

Cachets, signatures, précédés du paraphe de chaque page et de(s) annexe(s) et de la mention « lu et approuvé – bon pour accord »

La personne morale de droit public B

Nom et qualité du signataire

Cachets, signatures, précédés du paraphe de chaque page et de(s) annexe(s) et de la mention « lu et approuvé – bon pour accord »